L'électricité en Ukraine Tchernobyl : halte au chantage !

L'Ukraine utilise l'argument de la pénurie pour refuser de fermer la centrale nucléaire de Tchernobyl tant que l'Occident ne l'aura pas aidée à financer son remplacement. Or Tchernobyl ne contribue en fait que pour 0.6 % à la satisfaction des besoins énergétiques du pays...

> par BENJAMIN DESSUS (*)

u moment où l'exploitant de la centrale ukrainienne de Tchernobyl demandait officiellement au Comité d'Etat pour la sûreté nucléaire de l'autoriser à remettre en route la deuxième tranche de Tchernobyl, Philippe Vesseron, directeur de l'Institut français de protection et de sûreté nucléaires (IPSN), et son homologue allemand du GRS, Adolf Birkhofer, ont lancé un véritable cri d'alarme à la conférence de Vienne à l'Agence internationale atomique du 21 avril. Pour eux, les problèmes de sécurité sur ce site ne font que s'aggraver : infiltrations d'eau considérables dans le sarcophage de la tranche 4 accidentée, contamination inquiétante des eaux souterraines sur le site, etc. Quant à la remise au niveau des tranches 1 et 3, elle serait, nous disent-ils, techniquement et économiquement irréalisable!

Quelques jours plus tard, Sergeï Shoigu, le ministre russe des risques majeurs estimait publiquement (*The Moscow Times* du 27 avril) à six mille morts le nombre des morts recensés depuis l'accident de Tchernobyl.

Pourtant, malgré ces mises en garde, le gouvernement ukrainien, comme vient de le rappeler son président Leonid Kravtchouk, maintient le refus de fermer ce site. Au-delà de l'assertion selon laquelle la sécurité serait acceptable et qui ne convainc plus personne, c'est l'argument de la pénurie que brandit l'Ukraine: nous ne pouvons en aucun cas nous passer de cette production d'électricité, nous dit-on, tant que l'Occident ne nous aide pas à finir de construire et à mettre en route des centrales de remplacement (trois tranches nucléaires) qui, au mieux, pourraient démarrer en 1996. Et de présenter la facture aux Occidentaux...

Argument fallacieux

Ce chantage à la pénurie repose sur l'affirmation propagée un peu partout - et curieusement non démentie par les milieux énergétiques occidentaux - que la production d'électricité de la centrale de Tchernobyl est rigoureusement indispensable à l'Ukraine. De là à faire entendre que la fermeture de cette centrale aurait des conséquences du même genre mais malheureusement plus sûres sur la population ukrainienne qu'un nouvel accident, toujours hypothétique, il n'y a qu'un pas !

L'analyse du bilan énergétique de l'Ukraine montre que cet argument est totalement fallacieux. Sa comparaison avec celui de la France, pays de la même taille et d'un nombre d'habitants analogue, met en évidence trois points majeurs:

- Alors que la France, avec 55 millions d'habitants, consommait 143 Mtep (millions de tonnes d'équivalent pétrole) d'énergie finale en 1990, l'Ukraine, avec 52 millions d'habitants, en consommait 178. Lorsqu'on sait que le produit intérieur brut français c'est à dire le volume des biens et des services est plus de deux fois supérieur à celui de l'Ukraine, on constate qu'il faut 2,8 fois plus d'énergie finale à un Ukrainien moyen qu'à un Français moyen pour produire une unité de PIB!
- L'électricité (avec 19,6 Mtep) ne représentait que 11 % de cette consommation finale d'énergie.
- L'électricité nucléaire produite par l'Ukraine qui par ailleurs exportait 29 TWh (terawatts-heure) vers les pays voisins ! était de 76 TWh en 1990. La centrale Tchernobyl, produisait 11,5 TWh, c'est à dire 15 % de l'électricité nucléaire et moins de 4 % de l'électricité totale produite par ce pays en 1990. Cependant, comme la production d'électricité totale produite d'électricité thermique a décru sensiblement au cours des trois années suivantes, la part du nucléaire a augmenté dans la production d'électricité de 26 % à 33 %. La production de Tchernobyl représente donc à l'heure actuelle 5 % de la production d'électricité du pays.

Le rapprochement de ces deux derniers chiffres est instructif : puisque la centrale de Tchernobyl contribue pour 5 % à la production électrique du pays et que la consommation d'électricité représente 11 % de la consommation finale totale d'énergie, la centrale maudite ne contribue en fait que pour 0,6 % à la satisfaction des besoins finaux d'énergie des Ukrainiens !

Voilà ramené à de plus justes proportions l'enjeu de la poursuite ou de l'arrêt de la centrale : un enjeu énergétique tout à fait mineur, un risque énorme non seulement pour l'Ukraine et la Biélorussie mais pour l'Europe tout entière.

Mais ces chiffres montrent aussi qu'il existe une issue à ce faux dilemme. Puisque l'intensité énergétique du PIB Ukrainien est 2,8 fois plus forte que celle du PIB français, cela signifie qu'il existe un potentiel considérable d'économies d'énergie dans les différents secteurs, en particulier dans l'industrie et dans le chauffage des locaux, où le gaspillage énergétique est énorme. Avec la même efficacité énergétique qu'en France, l'Ukraine ne consommerait en effet que 64 Mtep au lieu de 178

Il suffirait donc d'engager à faible frais les mesures d'économie d'énergie les plus faciles et les plus rapides à mettre en œuvre pour réduire la consommation d'énergie finale du million de tep d'énergie que représente la centrale de Tchernobyl. Cela représente un effort deux fois plus faible que l'effort annuel d'amélioration de l'efficacité énergétique réalisé en France pendant les dix années qui ont suivi la crise pétrolière de 1973 ! L'Ukraine économiserait alors assez de charbon ou d'hydrocarbures pour alimenter ces centrales thermiques, actuellement arrêtées faute de combustibles, sans avoir besoin de la production de Tchernobyl.

En proposant, dans un premier temps, de renforcer la sécurité des centrales nucléaires existantes, et, dans un second temps, d'en reconstruire de nouvelles pour remplacer les plus dangereuses, les gouvernements occidentaux céderaient en fait au chantage, et ils deviendraient coresponsables des énormes risques encourus, sans pouvoir les assumer pleinement. Ils seraient mieux inspirés, pour sortir de l'impasse, de proposer à l'Ukraine de financer immédiatement un programme d'économie d'énergie.

(*) Président de l'association Global Chance

Ceci est une réédition électronique réalisée en 2010 à partir d'exemplaires originaux et en reproduisant le plus fidèlement possible la maquette initiale

40______N°4 - Juin 1994